

LA GUERRE DES CLASSES

LES AMIS DE L'EGALITE
BP 30934 41009 Blois cedex

bulletin n° 13 hiver 2008
www.lesamisdelegalite.org

Prenons notre dictionnaire... Crétin, crever, criminel, criocère, criquet, nous touchons au but. **CRISE**: moment d'une maladie caractérisée par un changement subit en bien ou en mal : jour de crise. (fig.) moment périlleux ou décisif dans l'évolution des choses, malaise : crise financière.

Excrément, exemplaire, exotique, expédient, nous approchons, nous y voilà : **EXPERT** : celui que nomme le juge, ou que choisissent les parties pour vérifier un compte, donner son avis dans une affaire : expert en écriture.

Pour un malaise, c'est un gros malaise. Depuis les années 1980-85, les 'experts' de droite comme de gauche, nous chantent : **VIVE LA CRISE !** Nous pouvions penser que tous ces criquets ou autres criocères-coléoptères de couleur vive dont certains sont nuisibles aux plantes cultivées, seraient heureux de se gaver, une fois de plus, sur le dos des pauvres maintenant que LA crise est là. Mais à trop tondre les moutons, la laine se fait rare et les bêtes qui saignent se débattent. Vous avez dit experts, ces conseillers-non-payeurs financiers-économistes qui se répandent dans tous les medias en récoltant au passage leur substantielle dîme !

Tous ces criminels savaient ce qui allait se passer et nous prennent pour des crétins, en bavassant qu'il n'y a pas d'argent pour les salauds de pauvres, les chômeurs, les précaires, les jeunes et les vieux, les cumulards.

Ces excréments de la pensée humaine expliquent qu'il faut 'travailler beaucoup plus pour gagner moins', que la chasse aux fraudeurs, aux tricheurs aux ASSEDIC est ouverte, qu'il est vital de reconduire hors des frontières de l'Europe tous les pauvres venus de pays à l'économie ruinée par ces mêmes experts-criminels.

Puisqu'on vous dit qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses, il faut fermer des hôpitaux de proximité, réduire le nombre d'enseignants, reculer l'âge de la retraite,... Et quoi encore ?

Bref, les caisses seraient vides ! LA crise frappe à la porte...

Et voilà que, véritable enchantement, on entend les mêmes magiciens nous baratiner que les caisses sont pleines ! Ils racontent n'importe quoi ! Qu'il y a une économie 'réelle' et une autre, 'virtuelle' celle-là, différente de la première !

C'est par milliards d'euros que les gouvernements vont gaver les banques, les banquiers et leurs copains. En 48h chrono, nos sinistres qui gouvernent trouvent 10 milliards

d'€ pour les uns, 360 milliards d'€ pour les autres afin que le train de vie de ces coquins ne change en rien ! Les quelques millions d'€ pour indemniser Tapie, c'est virtuel, réel ?

Ils osent nous raconter qu'ils ne savaient pas, une semaine avant la chute des Bourses, tout ce qui se passe dans les paradis fiscaux pas toujours exotiques !

Débauche de mensonges, alors que le Luxembourg, Malte, le Liechtenstein, Jersey Andorre Chypre, Monaco, la Suisse pas très loin, etc, l'Europe des banques et des riches vit dans un gigantesque paradis fiscal.

Le statut des députés et sénateurs est, à lui seul, un paradis fiscal dont le commun des mortels ne peut bénéficier. Le résident du 'château' dont les caisses sont vides, s'octroie 170% d'augmentation de son traitement ! Mais les caisses sont vides !

Ils sont tous d'accord pour ne rien changer à leurs privilèges de riches et pour refiler des milliards d'€ à leurs coquins de copains !

La maladie dont souffre notre société porte un nom : capitalisme ! Nous pouvons dire **STOP !** Nous ne sommes pas égaux devant la crise, notre force est le nombre. Comme pour la vache folle, le remède à cette maladie de la finance folle est d'abattre le troupeau.

Le système capitaliste portant en lui la maladie depuis sa naissance, il n'y a donc rien à refonder.

Et tous les coups sont permis !



IL PARAÎTRAIT QUE...

De présumés journalistes relatent ce que serait la dernière trouvaille d'un présumé gouvernement supposé démocratique d'un pays qui pourrait être la France à une date qui semblerait se situer un mois de Novembre de ce qui pourrait être l'année 2008.

De prétendus sacs à merde de poulets auraient peut être trouvé le début d'une piste qui les conduirait aux supposés auteurs de possibles actes de malveillance qui seraient susceptibles d'être des éventuels terroristes, qui par nostalgie de la bataille du rail, auraient commencé à résister et à saboter.

Après un semblant d'enquête de nos prétendus journalistes, le filet serait en train de se resserrer sur cette 'Ultra Gauche' qu'il ne faut surtout pas confondre avec l'extrême gauche respectable et qui participe au processus démocratique parlementaire légal. Pour les besoins d'une stigmatisation plus précise, le pouvoir qui semble nous gouverner ne parle plus de gauchistes - terme que nous devons à la mouvance stalinienne des



années 1960 - ni d'extrême gauche depuis que cet avatar de l'histoire participe, à l'insu de son plein gré, au débat qui permet à notre bannière République de se prétendre démocratique.

Vous avez dit 'Ultra Gauche', ce qui n'est pas la même chose que 'Gauche Ultra'. Elle se reconnaît par une éventuelle participation à des manifestations comme celles qui ont peut-être eu lieu à Vichy, Rostock, Gênes, Tours et Trifouilly-les-Oies... Nos fins limiers seraient sur la piste d'une bande de vieux qui traverseraient hors des passages cloutés et diraient des gros mots du style : "Casse toi pauvre con !". Il leur faut trouver à n'importe quel prix un complot et des meneurs pour justifier les répressions qui ne sont pas supposées, mais bien réelles.

Je me vois contraint d'arrêter d'écrire, car on défonce ma porte et le bruit des bottes dans l'escalier (ces cons n'ont même pas pris les patins) me préoccupe...

Camille Sardon

À BLOIS LE 17 JANVIER 2009 À 20 H AUDITORIUM DE L'ABBÉ GRÉGOIRE

Eric Hazan, éditeur, directeur de La Fabrique, viendra nous parler de cet absurde et nouveau chiffon rouge que le pouvoir a décidé d'agiter, créant de toutes pièces un ennemi intérieur jusqu'alors inexistant.

L'INSURRECTION QUI VIENT !

Tous les moyens sont bons pour construire l'ennemi intérieur. Construire l'ennemi intérieur, c'est très important pour un pouvoir qui tient en partie la route par l'inflation policière. Il faut justifier l'empilement de lois antiterroristes, qui n'ont plus rien à voir avec le Droit. L'ensemble des forces antiterroristes, aujourd'hui, est énorme, avec un outillage technique extrêmement élaboré. Il faut justifier cet appareillage légal et militaire.

L'antiterrorisme n'a rien à voir avec le terrorisme. C'est un mode de gouvernement. On voit les séquelles du plan Vigipirate de Giscard (instauré en 1978, ndlr) qui continue d'être en œuvre aujourd'hui. Quand on voit dans les gares et les aéroports, les soldats en treillis et en armes, ce n'est évidemment pas destiné à dissuader d'éventuels suppôts de Ben Laden. C'est pour que la présence de gens en armes dans les gares et les aéroports nous paraisse, à nous autres, les braves gens, normale. Parce qu'un jour, ça aura son utilité.

Dans l'affaire qui défraie les journaux en ce moment, comme dans celles qui ont valu les arrestations de jeunes gens fin 2007 et début 2008, où on a trouvé des fumigènes et d'autres substances, la police a construit de toutes pièces le mouvement anarcho-autonome. Il n'existe pas. C'est une pure construction des renseignements généraux, reprise par la presse avec une docilité digne d'éloges. Avec si peu de fondement qu'en ce qui concerne les jeunes arrêtés début 2008, ils ont été obligés de les relâcher. Ça ne tenait pas la route mais ça préparait le terrain pour ce que nous vivons en ce moment.

<http://video.filestube.com/video,1f8705e4639e2c0003e9.html>

La crise que nous vivons, financière, économique et politique, va conduire d'innombrables personnes à régler seules, le problème qui ne va pas manquer de se poser : leur insolvabilité qui sera suivie d'une expropriation !

Sans nous substituer aux banques, nous pouvons les obliger à nous respecter, nous êtres humains que nous sommes. Les Argentins, qui ont déjà connu cette situation, se sont organisés collectivement et solidairement, pour gagner cette bataille qui semblait perdue d'avance !

De la même façon, mobilisons-nous collectivement pour permettre de défendre les cas individuels en nous entre-aidant !

Plus nombreux on est, mieux nous sommes entendus.

contact :
Yvon BUREAU
02 54 20 37 72

FRONTEX

(AGENCE DES FRONTIÈRES
EXTÉRIEURES)

A Vichy les 2, 3 et 4 novembre 2008, sous la garde de milliers de gendarmes-militaires harnachés et de policiers en uniforme et en civil, sont réunis ministres et personnalités pour parler de camps de rétention, de barbelés et d'exclusion.

La gauche plurielle, qui organise ce contre-sommet, négocie depuis début octobre le droit d'exprimer quelque chose. Le 3 novembre au matin, il y a même une dernière réunion avec les RG 'sous la bulle' avec le sinistre Hortefeux. Il est attendu de 1000 à 1500 personnes, dont une poignée qualifiée d'agités.

L'accord de soumission est clair : les RG expliquent que tous ceux qui seront sur les trottoirs et en queue de manif seront réprimés sans ménagement... Malgré le blocage des cars dans différentes régions, nous serons entre 3000 et 4000 ! Le déroulement des événements étant connu et les témoignages sur le Net disponibles, venons-en à l'essentiel !

Les organisateurs et la presse parlent de 'casseurs', d'une 'poignée de casseurs'... Comment ? Plusieurs milliers de flics et de militaires suréquipés, présents à Vichy depuis 3 semaines, n'auraient pas réussi à circonvenir quelques militants qui se sont défendus avec la haine au ventre ?

Tout simplement parce que ces derniers étaient plus que les quelques dizaines annoncées et qu'ils ont bénéficié de l'aide de la plupart des manifestants !

Parmi tous ces gens qui parlent de 'casseurs', qui s'est vraiment posé la question de savoir pourquoi il y a de la casse, et qui est responsa-

ble ?

Parce qu'elle en a les moyens, l'organisation officielle aurait pu mobiliser beaucoup plus de monde. Elle aurait pu ainsi jouer son rôle, marginalisant la frange radicale en faisant la démonstration par le nombre qu'il y a encore un espace d'expression.

Cet espace d'expression existe-t-il encore ?

Depuis des années, tout tend à démontrer que seul le rapport de force, et la violence qui en découle, sert de point de référence à toute la société. Toutes les protestations sans voitures qui brûlent n'ont pas d'écho dans les médias, ni aucun



prise en considération de la colère. Les paysans cassent, les marins-pêcheurs cassent, les routiers cassent, les habitants des banlieues cassent, les étudiants en grève cassent... Qu'ont-ils comme autre choix pour se faire entendre des gouvernements bourgeois qui cassent les salaires, la sécurité sociale, les retraites, les services publics, la santé, etc...

Qui casse le plus ? Et avons-nous un autre choix pour nous faire entendre que de casser ?

Il y aurait, paraît-il, le bulletin de

vote ? Mais quand nous votons NON à l'Europe du capital, notre vote est cassé. De la droite à la gauche, partout, tous s'assoient sur notre avis !

Tous ceux qui parlent des 'casseurs' ont commémoré l'anniversaire de 1968. Ont-ils oublié, ont-ils la mémoire courte au point de ne pas se rappeler que c'est la 'casse' qui a été l'élément premier et déterminant de la grève générale à partir du 14 mai 1968 ?

La casse et la violence sont le résultat d'une situation bloquée au service des riches. Alors, oui, quelque soit notre âge, nous sommes tous des casseurs en puissance. Comment changer de société sans casser celle qui nous opprime au quotidien ?

La haine et la colère ne sont pas génétiques ! La guerre des classes et des idées est une évidence.

Dans Vichy, en attendant le signal de leurs chefs pour casser du manifestant, ces milliers de policiers et militaires sont équipés pour la guerre civile. Et on voudrait nous faire croire qu'il faut tendre l'autre joue quand les libertés élémentaires ne sont plus respectées ?

L'escalade est inévitable ! Elle est le choix des puissants et des riches qui gouvernent à leur profit. Nous nous battons pour ne pas nous soumettre, en tenant compte de ce qu'il y a en face.

En face sont les militaires et les policiers qui tirent. Ceux qui parlent de casseurs ont choisi le camp du pouvoir et de la répression. Nous, nous parlons de résistance et de manifestants !

Blois, le 6 Novembre 2008
A suivre...

**OU L'ON FAIT DE LA PUB POUR VANTER NOS AMIS,
VU QUE PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE !**

LE PLAN B

*bimensuel critique des médias
et enquêtes sociales*

Avec tout plein de pépites, LE PLAN B, disponible chez tous les bons marchands de journaux et auprès des Egaux.

Si les marchands ne sont pas bons, aidons-les à s'améliorer en réclamant LE PLAN B, qui doit figurer en bonne place sur tout bon étal.

<http://www.leplanb.org>

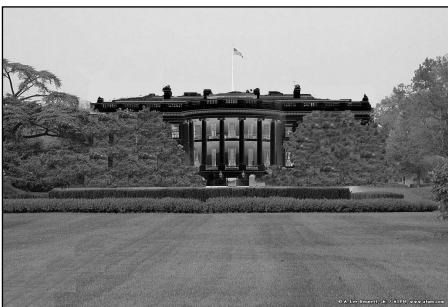
RADIO ZEF À BLOIS

Studio ZEF est la nouvelle radio associative de catégorie A, qui diffuse ses émissions sur 91.10 MHz à Blois et sur le web partout ailleurs.

<http://www.studiozef.tk>

FUTUROLOGIE D'EXPERT !

CHERCHEZ L'ERREUR !



Prophète à courte vue, Alexandre Adler annonce la veille... ce qui ne se passera pas le lendemain ! Ainsi, dans sa chronique du Figaro des 29 et 30 septembre 2007, notre expert favori en géopolitique prophétisait :

'Les États-Unis s'acheminent vraisemblablement vers un conflit entre les deux candidats de New York, Hillary Clinton et Rudy Giuliani, l'une ayant soutenu initialement la guerre contre l'Irak, l'autre acceptant en matière de mœurs l'essentiel du programme démocrate'

CQFD

Mensuel de critique sociale

Ce qu'il faut dire, détruire, développer !

**ABONNEMENT OU ABANDON,
SOUTENEZ NOTRE PLAN PAULSON**

Vous ne mouftez pas quand le gouvernement refile 3 milliards de vos € à la banque Dexia, mais vous regimbez pour 22 malheureuses piécettes ! Hé, les aminches, il ne nous reste qu'un pauv'p'tit mois pour dénicher 1500 lecteurs supplémentaires. Abonnez-vous ! Les articles et les archives de CQFD sont libres d'accès sur ce site, mais le journal n'existe que grâce aux ventes en kiosque et aux abonnements. **SANS PAPIER, PAS D'OCTETS !** Encore merci à vous !

<http://cequifautdetruire.org>

PRÉSUMÉS INNOCENTS DE TARNAC

Un comité de soutien ' aux présumés innocents de Tarnac ' vient de se constituer à Blois suite aux arrestations du 11 novembre 2008.

Sur les 19 personnes interpellées comme des bandits sanguinaires, 10 ont été rapidement relâchées, sans excuse.

9 autres ont été gardées 96 heures au titre de la loi anti-terroriste, pour être déférées devant un juge.

Devant l'absence manifeste de preuves, 4 d'entre elles ont été libérées, mais restent accusées.

Les 5 autres personnes restent en détention préventive, inculpées " d'association de malfaiteurs en vue d'actes terroristes ".

Nous avons constitué ce comité de soutien sur le principe qu'aucun être humain normalement constitué ne peut rester indifférent devant ce procès en sorcellerie contre des ' idées ', sans la moindre preuve de culpabilité !

Nous ferons signer la pétition contre l'arbitraire et sommes aux côtés des familles et de tous les autres comités de soutien : Tarnac, Limoges, Tulle, Paris, Rouen, Nancy, Tours, Bruxelles, aux USA, etc.

www.soutien11novembre.org

Pour nous contacter :

Laurent DUFRESNE
2 VILLENEUVE 41190 FRANÇAY
laurent.dufresne@orange.fr

L'HÉDONISME RÉVOLUTIONNAIRE !

Une fois passées au tamis des erreurs, des échecs et des saloperies de tous ordres, les idéologies révolutionnaires du siècle passé ne valent pas tripette, toutes disqualifiées, enterrées par leurs errements et dévoiements, ou coulées bel et bien, victimes de manipulateurs et récupérateurs sans scrupules. Un constat sert à évaluer l'adversaire, non à se résigner, quelle que soit la puissance apparente qu'il présente.

Pendant des décennies, on a imaginé une armée soviétique capable de fondre sur l'Europe et de l'envahir. On a su très vite que cette armée rouge était rongée par l'intérieur et inopérante mais cela arrangeait les 'démocraties' occidentales. Exagérer le péril leur permettait d'occulter leur corruption et leur propre pourrissement. L'immense empire stalinien est devenu poussière en quelques semaines, révélant ce qu'il était depuis longtemps : un éparpillement de bureaucraties mafieuses.

En dépit de la répression meurtrière, des exactions et des tortures, la résistance n'a pas cessé à Oaxaca. Le feu est entretenu sous la cendre. Le mouvement des barricadiers, des libertaires et des communautés indiennes s'est débarrassé des ordures gauchistes - lénino-trotskyistes-maoïstes - qui prétendaient récupérer le mouvement.

Les choses sont claires et quand le combat reprendra, il sera sans crainte et sans ambiguïté. En revanche, en Europe, où l'on ne fusille plus personne, ce qui domine c'est la peur et la servitude volontaire. Le système financier s'écroule et les gens sont encore prêts à payer leurs impôts pour renflouer les caisses vidées par les escrocs qu'ils ont portés à la tête des Etats. Ici, à la différence d'Oaxaca en septembre 2006, les citoyens élisent le boucher qui les conduira à l'abattoir.

Le monde marchand craque de toutes parts, est en train de s'effondrer entraînant tous ceux qui s'attachent à lui, même en le combattant.

Au lieu de rabâcher les mêmes critiques désespérées, il est temps de jeter les bases d'une société nouvelle, de construire l'autogestion en nous emparant des énergies alternatives et

en les mettant au service des collectivités refusant d'avoir des comptes à rendre aux gestionnaires de la faillite mondiale et aux escrocs dont le pouvoir n'a d'autre soutien que la passivité et la résignation des masses. Ce que nous devons redécouvrir, c'est notre propre inventivité, c'est la conscience de notre richesse créative. Il faut cesser de geindre sur ce qui nous déconstruit et rebâtir notre vie individuelle et collectivement.

Méfiance envers un mouvement subversif qui impliquerait l'ascétisme, le sacrifice, le militantisme. Il convient d'aller plus avant. Il faut être curé pour parler d'amour sans foutre. Mais si foutre sans amour a le mérite d'assouvir un besoin, ce n'est souvent qu'une forme de prédation ou une variante de ce consumérisme hédoniste où le désir, en perdant son authenticité, nous replonge dans un monde de falsification et de profit, dont nous ne voulons plus.

Une passion qui ne s'affine pas s'inverse en cette pulsion de mort qu'est le réflexe de prédation, moteur de la survie et d'une économie fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. En vantant les joyeuses vertus de la jouissance, de la gratuité et de la créativité, en dénonçant cette condition de survie générée par la société marchande et les illusions du spectacle; pas d'eau dans son vin descendu à foison, en refusant de devenir rentiers de situation, ne cherchant ni le pouvoir de la légende, ni l'illusion de la reconnaissance de tous ces tristes sires qui contaminent nos existences.

Aujourd'hui, c'est l'empire des multinationales qui implose sous nos yeux, et la plupart continuent à se lamenter plutôt que de mettre en place une société où la solidarité et le bien commun seraient restaurés.

Il s'agit de rompre avec un système qui nous détruit et de bâtir des collectivités et un environnement où il nous sera donné de commencer à vivre.

Ne jamais confondre révolte et révolution, et moins encore émancipation et prédation. Le défoulement est un hommage au refoulement. L'émeute est un exutoire, la révolte est toujours récupérable. Les collectivités autogérées ne le seront pas. Nous ne sommes ni des pirates, ni des en-dehors, ni des marginaux, nous sommes au centre d'une société solidaire à créer et, que nous le voulions ou non, il faudra bien que nous apprenions à opposer une

démocratie directe à cette démocratie parlementaire, clientéliste et corrompue qui s'effondre avec les puissances financières qui la soutenaient et la dévoraient.

Quel homme se révèle plus souvent décevant qu'enthousiasmant ?

L'arriviste, l'homme de pouvoir, le crétin autoritaire, assurément.

Ceux qui veulent vivre humainement ne constituent pas une élite, ils ne sont pas des exceptions. Certes, les informations n'en parlent pas, le spectacle les ignore, mais il y a un autre monde que celui de la publicité et de la propagande journalistique.

Partout, des collectivités se forment. Ce qui s'esquisse là, parfois avec maladresse et confusion, c'est un mode de vie véritablement humain, en rupture totale avec le monde marchand.

La solution ne peut être que globale et locale, collective et individuelle. Le bonheur d'un seul est solidaire du bonheur de tous.

Le désespoir est la meilleure arme de nos oppresseurs. Survivre, c'est prendre son mal en patience. Tenter de vivre le plus heureusement possible est ce qui assure le plus sûrement de dépasser la survie. Il ne s'agit pas consommer du bonheur de supermarché, mais de créer pour soi, et pour tous, un espace et un temps affranchis de l'emprise de la marchandise. Le bonheur est un combat, non une denrée.

Ne jamais adhérer, ne jamais abdiquer, seulement vivre la tête haute et le cœur en paix. Un mot d'ordre fait peu de cas de l'autonomie et de l'intelligence individuelles. Il suffit de prendre conscience de nos propres capacités, de miser sur ce qu'il y a en nous de vivant et d'humain.

La théorie situationniste n'est pas une religion confidentielle ou légende élitiste, qui verrait quelques esprits éclairés rendre hommage aux mânes d'un passé idéalisé tels des ados enfiévrés affichant leur foi en un Che Guevara porté en bandoulière. Elle touche juste, contemptrice des illusions de la société marchande, des mensonges du capitalisme et du mouvoir aux alouettes d'une liberté de façade, tolérant encore parfois les manifs, les fêtes illégales ou les zones d'autonomie temporaire créées pour un temps sur Internet.

Raoul Vaneigem

Soutien aux inculpés du 11 Novembre

A l'aube du 11 novembre, 150 policiers cagoulés ont encerclé le village de Tarnac (350 habitants) en Corrèze, en plein centre de la France. A leur suite, une brigade de la police scientifique, des chiens renifleurs d'explosifs, un hélicoptère et une nuée de journalistes. Ces derniers n'avaient toutefois pas eu le temps de sortir leurs micro que déjà les dépêches AFP vendaient le scoop: les « dangereux saboteurs du rail » ont été débusqués et arrêtés.

Cette opération spectaculaire a eu lieu à la suite de dommages commis sur des câbles électriques de la SNCF, qui avaient entraîné une perturbation du trafic ferroviaire les jours précédents, dans un contexte de grève des cheminots.

Le petit village a été isolé du monde toute une journée par des barrages de police. Sur 20 personnes interpellées, 9 ont été emmenées dans les locaux de la police judiciaire à Paris pour subir quatre jours d'interrogatoires (temps maximum récemment autorisé par la loi pour une enquête terroriste). Les personnes qui ont été arrêtées vivaient en communauté; certains travaillaient à la ferme du Goutailoux, d'autres à l'épicerie du village qu'ils avaient reprise à sa fermeture et où ils servaient tous les jours des repas ouvriers.

Piétinant la présomption d'innocence aussi bien que le simple bon sens, les médias ont relayé deux jours durant les discours de la ministre de l'Intérieur et du chef de l'État, qui se sont empressés de saluer cette enquête éclair, ont « félicité la police et la gendarmerie pour leur diligence » et se sont « réjouis des progrès rapides et prometteurs de l'enquête », tandis qu'un responsable syndical exprimait son soulagement à ne voir figurer aucun cheminot parmi les prévenus. Avant même le début de la garde à vue, l'affaire semblait entendue.

Mais moins de deux jours après, force était de reconnaître de source judiciaire qu'aucune des preuves attendues n'était venue conforter les affirmations des policiers; ni flagrant délit, ni trace ADN, ni aveux, le dossier ne se fonde plus que sur l'enquête de police et sur des soupçons.

L'on assiste dès lors à une surenchère de discours tenant lieu de pièces à

conviction. Dans la presse, on est passé « d'actes de malveillance » à « actes terroristes ».

S'il y a communauté, il ne peut s'agir que d'« une secte ». S'ils n'ont pas de portable, ce n'est pas un choix de vie, mais parce que ce sont des « pros de la clandestinité ».

Ils ont une épicerie? Oui, mais « tapie dans l'ombre » (Le Figaro, 12/11).

A cela s'ajoute un classique éculé, la construction de la figure du « leader charismatique » : le principal prévenu est accusé d'être le « dirigeant » d'une inconcevable « cellule invisible » ayant pour objet la « lutte armée », dont les cinq personnes aujourd'hui en détention seraient le « noyau dur ». Ce qui peut valoir « jusqu'à 20 ans de prison » (selon le procureur Jean-Claude Marin, dans Libération, 15/11).

Avec le comité de soutien de Tarnac à l'appel duquel nous répondons, nous ne pouvons que constater la démesure, grotesque ou tragique, qui entoure cette affaire : démesure entre les actes reprochés et leurs qualifications, entre les preuves fournies par l'accusation et les procès d'intention faits aux inculpés, entre l'ampleur de l'opération « Taïga » digne d'un raid en Irak et l'existence tout sauf clandestine des personnes qu'elles visaient.

Après une semaine de délire et de surenchère généralisée, la presse change un peu de ton, grâce d'ailleurs à la lucidité salutaire de certaines interventions (nous pensons au philosophe Giorgio Agamben, dans le Libération du 19, ou à un article de M. Quadrupani, sur le site Rue89 le 18...) et à l'indignation d'un grand nombre de lecteurs anonymes choqués par le traitement médiatique de cette affaire.

Mais 5 des inculpés, eux, restent en détention. Une détention qualifiée de « provisoire » mais qui peut s'étendre en France, pour les affaires qualifiées de « terrorisme », jusqu'à 4 ans et huit mois...

Dans un contexte de crise générale allant s'approfondissant et face aux désaveux de sa politique, l'Etat français a besoin pour se soutenir de la constitution d'un nouvel ennemi intérieur. Le « terrorisme islamique », la « racaille des banlieues » ne suffisent plus : la « résurgence d'une mouvance anarcho-autonome » (décrétée par Michèle Alliot-Marie, ministre françai-

se de l'Intérieur) semble arriver à point nommé. Si l'affaire de Tarnac paraît « montée de toute pièce » il y a derrière un enjeu de taille. En faisant d'une part, coïncider toujours davantage la figure du suspect et celle du coupable, l'Etat installe la peur dans les milieux contestataires. D'autre part, en faisant passer pour terroristes des actes qui relèvent plutôt du blocage, et qui s'inscrivent dans la continuité de gestes qui ont toujours existé dans les luttes sociales (blocages de la gare du midi par les étudiants de l'ULB ces mois derniers à Bruxelles, blocages autoroutiers en France pendant le CPE, ...). Il diabolise toute contestation qui ne se condamnerait pas d'avance à rester symbolique ; il s'agit là de distiller la peur dans l'opinion publique.



Pour ce faire, rien de tel qu'une opération comme celle du 11 novembre; opération dont la démesure est elle-même une opération visant à conforter, aussi a posteriori, l'introduction de ces « lois d'exception ».

Les lois d'exception s'appliquent bien sûr aussi en Belgique. La Belgique a été l'un des premiers pays à suivre avec zèle les directives européennes invitant à se doter de nouvelles mesures anti-terroristes. Affirmer maintenant notre solidarité avec ceux qui se trouvent en ce moment sous le coup de ces mesures indique aussi bien que nous nous organisons pour résister, ici, à leur mise en œuvre.

En écho avec le comité de soutien de Tarnac, nous demandons la libération immédiate de tous les inculpés et la levée des poursuites en matière de terrorisme.

www.soutien11novembre.org